



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE

Direction départementale  
de la protection des populations

Lyon, le **19 JUIN 2017**

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement

## **ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE**

*Le Préfet de la Zone de Défense et de  
Sécurité Sud-Est  
Préfet de la Région Auvergne Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment son article L 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 octobre 1987 modifié régissant le fonctionnement des activités de la société APPIA LIANTS ÉMULSIONS dans son établissement situé 8, rue du Dauphiné à CORBAS ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 novembre 2001 ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 18 mai 2017 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

VU le rapport du 19 mai 2017 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT qu'une visite sur les lieux, le 16 mai 2017, a permis à l'inspection des installations classées de constater que la société APPIA LIANTS ÉMULSIONS dans le cadre de ses activités :

- a modifié ses installations en créant un atelier Micafalt composé de la cuve de stockage et du stockage sur rack sans procéder à sa déclaration telle que prévue à l'article R.181-46 du Code de l'environnement,
- n'a pas fourni la convention qu'il doit établir avec les différentes filiales du groupe Eiffage présentes portant sur les modalités de gestion de la clôture globale du tènement, telle que mentionnée à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2001,
- n'a pas pu présenter des plans localisant les zones à risque incendie et explosion, tels que prévus à l'article 2 de l'arrêté du 14 octobre 1987( 6.2.2 et 6.3.2),
- ne garantit pas le fonctionnement et la capacité permanente des dispositifs de rétention ,tels que mentionnés à l'article 2 de l'arrêté du 14 octobre 1987 ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'exiger de la société :

- qu'elle procède à la déclaration de la modification de ses installations,
- - qu'elle transmette la convention portant sur les modalités de gestion de la clôture globale du tènement
- - ou qu'elle réalise la fermeture complète du site pour l'isoler des filiales du groupe Eiffage,
- qu'elle transmette à l'inspection les plans délimitant les zones présentant des risques d'explosion et d'incendie,
- qu'elle rétablisse la capacité et la fonctionnalité des dispositifs de rétention (4.6) ;

CONSIDÉRANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

### **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1er :** La société APPIA LIANTS EMULSIONS, 8, rue du Dauphiné à CORBAS, est mise en demeure en application des dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement **dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :**

- de respecter les dispositions de l'article R181.46 II du Code de l'environnement en procédant à la déclaration de la modification de ses installations ,
- de respecter l'article 3 de l'arrêté du 21 novembre 2001 en transmettant la convention qu'elle doit établir avec les différentes filiales du groupe Eiffage portant sur les modalités de gestion de la clôture globale du tènement,
- ou, de réaliser la fermeture complète du site,
- de respecter les dispositions des 6.2.2 et 6.3.2 de l'article 2 de l'arrêté du 14 octobre 1987 en présentant les plans localisant les zones présentant des risques d'incendie et d'explosion,
- de respecter les dispositions du 4.6 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 1987 en garantissant le fonctionnement et la capacité permanente des dispositifs de rétention par la transmission d'éléments justifiant de l'intégrité de la rétention associée à la cuve Micafalt et de la mise en place d'un dispositif d'alarme indiquant le remplissage des rétentions et d'une procédure de vidange associée.

**ARTICLE 2 :** Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

**ARTICLE 3 :** Délai et voie de recours (articles L 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

**ARTICLE 4 :** Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de CORBAS,
- à l'exploitant.

Lyon, le **19 JUIN 2017**

Le Préfet,

Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, chargée de mission  
Secrétaire Générale Adjointe

Amel HAFID